

de grande valeur, et nous n'avons aucun doute qu'ils élaboreront un projet de loi de la plus haute efficacité. Aussi, de ce côté rien à craindre des efforts tentés par les manufacturiers pour faire triompher leurs astucieux arguments et obtenir le *statu quo*.

La lutte véritable se fera devant la Chambre, et c'est là que l'or brillera de son plus vif éclat.

Les députés sont nombreux, et pour peu qu'ils soient vénaux, notre cause est bien risquée. Espérons cependant que le bon sens et la justice triompheront du mauvais vouloir et de la malhonnêteté.

N'oublions pas que les journaux quotidiens qui vivent, ou à peu près, des annonces largement payées par les propriétaires de ces drogues, n'oublions pas, dis-je, qu'ils feront, pour la plupart, des efforts inouïs pour empêcher l'adoption d'une loi qui diminuerait leurs revenus.

Les grands journaux quotidiens ont été vus à l'œuvre chez nos voisins chaque fois qu'une législature a voulu s'occuper des drogues patentées. Le journal *Collier's* et le *Ladies' Home Journal* qui, tous deux, font aux Etats-Unis une guerre acharnée contre les charlatans ont publié, dans leurs colonnes, des lettres de propriétaires et de rédacteurs de grands journaux politiques qui avaient été adressées aux sénateurs et aux députés amis, leur demandant, les suppliant même, de s'opposer au projet de loi présenté devant leurs législatures respectives pour faire cesser l'abus des drogues patentées. Ces lettres, livrées à la connaissance du public par un pur hasard, seraient amusantes à lire si elles ne mettaient à nu l'âme basse et les intrigues de la plupart des propriétaires des grands quotidiens.

Serions-nous plus favorisés chez nous ? et nos journalistes seraient-ils meilleurs et plus justes ? Nous voudrions le croire, mais la facilité avec laquelle ils ouvrent leurs colonnes aux annonceurs les moins scrupuleux, nous laissent pour le moins rêveurs. Il nous faudra, par conséquent, compter parmi les ennemis de notre bonne cause nos grands journaux et bien surveiller leurs amis à la chambre des députés et au Sénat.

Le *primo vivere* est un argument puissant auprès de tous, et lorsque les sénateurs et les députés sont intéressés à la publication de tel et tel journal politique, nous craignons bien qu'ils ne fas-